

Des catastrophes qui ne doivent rien à la fatalité POUR EN FINIR AVEC CES HÉCATOMBES C'EST LE CAPITALISME QU'IL FAUT ABATTRE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

30 AVRIL 2015

La semaine dernière, plus de 800 migrants sont morts noyés en Méditerranée, suite au naufrage du chalutier dans lequel ils étaient enfermés. Ils fuyaient la Syrie, chassés par la guerre qui dure depuis 4 ans. Mais ils sont passés d'un enfer à un autre, poussés à l'exil, par les massacres, les guerres ou la misère qui sévissent au Moyen-Orient, en Afrique, en Afghanistan et dont les principaux responsables sont les gouvernements des états européens, des USA, de Russie. Et ce sont ces mêmes dirigeants de l'Union Européenne qui laissent crever les peuples à leurs frontières.

LE BAL DES HYPOCRITES

Comme après chaque naufrage en Méditerranée ou chaque catastrophe engendrée par la barbarie du système capitaliste, les chefs d'Etat des pays les plus riches font mine de s'émouvoir, annoncent des mesures « pour que cela ne se reproduise pas », mais continuent à fermer leurs frontières, à piller les richesses de la planète et à préserver les intérêts de leurs multinationales ou de leurs banques au mépris des droits des peuples, d'abord ceux des pays les plus pauvres. Le gouvernement français de Valls-Hollande n'échappe pas à la règle : près de 4 millions de Syriens ont fui leur pays depuis 2011, la France n'en a accueilli que 3 000, alors qu'un petit pays comme le Liban en a accueilli 1 200 000 ! Les capitaux circulent librement mais les peuples sont enfermés. Il n'y a aucune fatalité à ces naufrages, ce sont les puissants de ce monde les responsables !

CE N'EST PAS LA FATALITÉ QUI EST EN CAUSE MAIS LE SYSTÈME CAPITALISTE

Avec le tremblement de terre au Népal, on a aussi une nouvelle fois l'illustration que si une catastrophe est parfois « naturelle », avec le capitalisme, ses conséquences ne le sont pas. Quand un puissant séisme se produit dans un des pays les plus pauvres de la planète, comme en Haïti en 2010, le nombre de victimes, les conséquences matérielles, le désastre sanitaire sont décuplés. Le Népal fait partie des dix pays les plus pauvres de la planète et ce n'est pas l'industrie touristique de masse aux mains des grands tour-opérateurs occidentaux qui a permis à sa population de sortir de la

misère. Cela faisait des années que les scientifiques annonçaient un tel séisme au Népal. Mais les immeubles en ciment construits à la va-vite pour faire face à l'urbanisation forcée à Katmandou et les habitations traditionnelles en bois, vétustes, des quartiers pauvres se sont effondrés comme des châteaux de cartes. Seules les habitations des nantis, construites aux normes antisismiques ont résisté. Les pays riches vont envoyer un peu d'aide humanitaire, mais ce sera une goutte d'eau dans un océan de désolation.

CE SYSTÈME EST POURRI CHANGEONS-LE !

Vendredi 1er mai, c'est la journée internationale de lutte et manifestations des travailleurs. Rien à voir avec « fête du travail » dont on nous rebat les oreilles. Cette journée a été créée par le mouvement ouvrier il y a plus de 120 ans pour essayer de rendre concrète l'idée que les exploités n'ont pas de patrie et qu'au-delà des frontières, ils ont les mêmes intérêts et qu'ils constituent une seule et même classe, celle qui pourra renverser ce système profondément barbare et injuste. Toutes ces catastrophes subies par « les damnés de la terre » doivent nous inciter à manifester nombreux-ses ce vendredi 1^{er} mai pour exprimer notre solidarité mais aussi notre colère, notre dégoût de ce système et de ceux qui le défendent et qui en profitent. A cette occasion, Réaffirmons le droit de toutes et tous à circuler librement et s'installer là où ils le souhaitent. Réaffirmons que la vie humaine vaut plus que tous les profits des capitalistes ! Réaffirmons notre volonté d'un monde débarrassé des frontières, de l'exploitation et de la misère.

T'ENLÈVES
LES FEUILLES
ET LES PÉTALES
IL RESTE UN
PROJET DE LOI
SUR LA SÉCURITÉ...



**VENDREDI 1ER MAI :
RASSEMBLEMENT
10H PLACE DE LA PRÉFECTURE DU MANS**

**LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA**
Avec les tracts, les infos
essentiels de notre secteur
www.npa-auto-critique.org



RENAULT : BATAILLE SUR UN CHAMP D'ACTIONS

Après l'augmentation de la participation de l'État au capital de Renault passant de 15 à 20 %, Carlo Ghosn le PDG de Renault et Nissan se rebiffe. Il s'oppose à une disposition qui chez Renault doublerait les droits de vote de l'État français

Pour faire appliquer cette mesure, le gouvernement a acheté pour un milliard d'euros d'actions de Renault, le temps d'acheter un vote lors de l'assemblée des actionnaires prévue le 30 avril. Une pratique de vrai boursicoteur !

Ghosn refuse tout contrôle qui regarderait sa politique. Pas touche à ses quinze millions d'euros de rémunération annuelle qu'il s'est octroyé, pour deux mi temps l'un chez Renault et l'autre chez Nissan. En déclarant qu'il soutenait la « stratégie du PDG de Renault », et se comportant en « actionnaire », le gouvernement veut profiter de l'exploitation de notre travail à nous les producteurs des bagnoles. Ghosn et le gouvernement se bagarrent, mais ils sont d'accord sur l'essentiel : Renault doit générer du profit avec des salaires bloqués et des emplois en chute libre

CARTE VITALE OU CARTE BLEUE ?

La loi Touraine qui vient d'être votée par les députés se présente comme un progrès parce qu'elle comporte une mesure positive, la généralisation du tiers payant. Mais c'est l'arbre qui cache la forêt. Elle met en place des dispositifs qui vont faciliter les restructurations des hôpitaux et elle favorise le développement des « parcours de soin » pilotés du début à la fin par des assurances maladies privées, comme Malakoff Médéric.

C'est un pas de plus pour saigner l'hôpital public (le gouvernement veut économiser 10 milliards, soit 22 000 postes en moins !) et faire basculer les soins de plus en plus vers le privé... pour ceux qui en ont les moyens.

TERRORISME, UN SUSPECT QUI TOMBE À PIC

Supposée être une arme contre le terrorisme, la nouvelle loi sur le renseignement sera surtout un moyen de surveiller tout citoyen soupçonné d'actes portant atteinte aux intérêts de la nation, et son entourage. La majorité des associations de défense des droits de l'homme se sont prononcées contre cette loi « liberticide » qui permettrait des écoutes de masse, le viol de la vie privée... Insensible à cette opposition massive, le gouvernement veut un vote des députés début mai. Pour lui, l'arrestation d'un homme suspecté d'avoir voulu s'en prendre à des églises tombe à pic. En dramatisant l'événement, il instrumentalise

l'émotion pour empêcher tout débat sur le contenu de la loi et faire taire les opposants. Pour lui, face au terrorisme, ce n'est pas le moment de se diviser. Ceux et celles qui oseraient après cela contester d'autres aspects de sa politique sont prévenus : on considérera qu'ils sont dangereux pour la nation.

LE CHIFFRE : 25 MILLIARDS D'EUROS

C'est ce que les patrons volent à la Sécurité sociale, chaque année. La fraude, en ne payant pas leurs cotisations, a doublé par rapport à 2007 et s'élèverait

aujourd'hui à 20 ou 25 milliards : plus que le « trou » de la Sécu, qui s'élève cette année à 14,7 milliards. La fraude à « Pôle emploi » serait, elle, de 39 millions. Mais le gouvernement veut, bien sûr, fliquer d'abord les chômeurs.

RENAULT MCA MAUBEUGE : MOBILISATION VICTORIEUSE

A l'appel des syndicats CGT, SUD et CFTD, l'usine Renault MCA de Maubeuge a été paralysée jeudi 23 avril par un « barrage bloquant ». Suite à l'augmentation des commandes de Kangoo, la direction voulait augmenter le temps de travail d'une heure du lundi au jeudi, sans prime particulière pour cette augmentation. Manifestement surprise par la détermination des salariés, elle a dû reculer. Les samedi supplémentaires seront au volontariat ; ainsi que les journées supplémentaires en début et en fin de congé ; l'heure supplémentaire obligatoire effectuée du lundi au jeudi sera majorée de 25% ; les heures supplémentaires pourront être capitalisées dans un compte temps avec amendement de 25% ; une prime de 400 euros bruts sera versée à tous les salariés ayant effectué ces heures sup, qu'ils soient CDI, CDD ou intérimaires

KIT PRÊT À L'EMPLOI POUR ... LICENCIER !

Le problème d'Hollande est le même que celui des patrons : le CDI et les entraves au licenciement. Il propose donc que les CDD se transforment plus rapidement en CDI... à condition que l'employeur sache qu'il est plus facile de licencier grâce à des procédures plus courtes aux Prud'hommes et des indemnités fixées par avance ! Un kit pour licencier tranquillement, avec procédures accélérées pour que les salarié(e)s n'aient pas le temps de s'organiser...

Pour nous contacter :
Tél : 06 33 55 00 27
COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM